

Histoire

Jean-Paul BERTAUD, Alan FORREST, Annie JOURDAN, *Napoléon, le monde et les Anglais. Guerre des mots et des images.* Paris, Éd. Autrement, coll. Mémoires, 2004, 296 p.

En France, le centenaire de l'Entente cordiale n'a produit que des interrogations sur les origines et le caractère immuable de l'anglophobie, tels *l'Histoire de l'anglophobie en France. De Jeanne d'Arc à la vache folle* que livre Jean Guiffan (Rennes, Éd. Terre de Brume, 2004), ou le colloque « Angleterre ou Albion, entre fascination et répulsion. De la Grande Exposition au Dôme du millénaire 1851-2000 » (université Charles-de-Gaulle, Lille, 15-16 octobre 2004). Dans ce contexte, le bicentenaire de la proclamation de l'Empire napoléonien ne pouvait faire l'impasse sur le sujet. À l'instar de l'étude de Richard Davis dans « Les relations franco-britanniques vues à travers les dessins de presse de la Troisième à la Cinquième république » (*La Revue LISA/LISA e-journal*, vol. 1, 1, 2003, pp. 55-74), Jean-Paul Bertaud, Alan Forrest et Annie Jourdan se penchent sur cette « guerre de papier » (p. 7) qui coïncide avec cette deuxième guerre de Cent Ans qui se joue entre 1714 et 1815, et dont l'Empire constitue le moment le plus flamboyant. Les caricatures, pamphlets, pièces de théâtre français mènent alors un combat stipendié par le « ministère de la Gloire » (p. 7), que les *war squibs* ou « invasion squibs », ces « pamphlets, affiches, poèmes populaires à bas prix et à gros tirages, parfois publiés avec le soutien direct du gouvernement » (pp. 167-168).

Cette préhistoire n'échappe pas aux trois historiens qui interrogent les origines d'une « phobie » (p. 16) réciproque depuis la première guerre (1337-1453). Dès le XVIII^e siècle, l'incompréhension se renforce parce que les uns parlent « la langue des livres de comptes » quand les autres préfèrent celle « du héros assoiffé d'honneur et de suprématie » (p. 16). Périodiquement, l'opinion française connaît des poussées d'anglophilie (1734, 1786, 1803, 1815) et d'anglophobie (1662, 1756, 1793, 1806). L'engagement

philosophique de Voltaire et de Montesquieu en faveur d'un modèle social et politique différent, importé d'outre-Manche, témoigne de cette « ambivalence affective » (p. 18) soumise aux caprices des « mythes, stéréotypes cimentant la cohésion nationale » (p. 8).

Anglophile par culture et par tempérament, Bonaparte se servira du thème de la « perfide Albion » en usage depuis le XIV^e siècle, mais remis au goût du jour par Frédéric II de Prusse « entre autres » deux siècles plus tard (p. 197), pour justifier le coup de force de Brumaire et se camper en héritier de la Révolution et des Lumières. L'Angleterre de Pitt ne soutient-elle pas les complots royalistes ? Les ressources médiatiques, ainsi mobilisées, vont dissocier le plus longtemps possible gouvernés et gouvernants, diabolisant Pitt comme seul obstacle à la paix entre les deux nations. Empereur, il stigmatise cette nouvelle Carthage soumise au « vice de l'or » (p. 90) et percluse de dettes, brandissant, à l'heure du camp de Boulogne, le spectre de Guillaume le Conquérant, qui fait un spectaculaire retour sur les planches (p. 60), en même temps que Jeanne d'Arc (p. 63), comme elle l'est au moment de la campagne de Russie, dans un ultime « sursaut national sensible » (p. 113). La personnalisation du peuple anglais fait de John Bull « tout à la fois l'emblème de la force, de la stupidité ou quelquefois de la fureur » (p. 77). La vogue des toasts lui donnant « matière pour la conversation » (p. 80), il s'enivre, est brutal, insensible et couard. Il a des distractions « indignes et barbares », comme le *boxing* (p. 83). Dans *Le Rouge et le Noir*, Stendhal fait dire à Julien Sorel que « L'Anglais le plus sage est fou une heure par jour ; il est visité par le démon du suicide, qui est le dieu du pays » (p. 87).

La presse britannique oppose au « thème de la violence populaire, de la guillotine et de la fureur effrénée de la Terreur, du goût du sang » (p. 143) les « symboles par excellence du loyalisme du peuple » (p. 139) anglais à la monarchie, magnifiée par le *Rule Britannia* et le *God Save the King*, qui s'imposent à cette époque. Avec John Bull, ces chants deviennent l'expression

commune « de la nation [...] en temps de guerre » (p. 156). Mais « l'opinion britannique, mal informée sur le détail de la politique de la politique révolutionnaire, s'intéresse peu à l'identité des diverses factions de la Convention » (p. 128). C'est une constante qu'a déjà soulevée Richard Davis, pour une période postérieure, qui permet aux caricaturistes anglais d'être aléatoire dans la représentation graphique des hommes politiques français... Elle pose l'Angleterre comme le champion du légitimisme et oublie qu'elle a d'abord présenté Napoléon comme un « officier plus courtois et plus estimable que ses confrères [...], certes révolutionnaire, mais sincère et innocent des excès de la politique française » (p. 149). À la différence des médias français, les *invasions squibs* concentrent leur diatribe contre ce nouveau César, symbole du « caractère de la nation tout entière, même si les caricaturistes continuent à privilégier ses origines corses » (p. 156).

Un des intérêts de cette étude est qu'elle ne laisse pas la France et l'Angleterre dans un tête-à-tête affectif. Elle montre que cette « guerre de papier » dépasse le cadre bilatéral pour impliquer le continent en entier. Même si « la Russie, l'Allemagne, la Prusse, l'Autriche, l'Espagne et l'Italie [...] ne s'expriment que tardivement sur le mode caricatural » (p. 195), les stéréotypes nationaux construisent les images d'une Angleterre, « nation mercantile, préoccupée, semble-t-il, de ses seuls intérêts » (p. 197), et d'une France ambivalente, oscillant entre émancipation et despotisme. Un marché de la caricature se crée, où l'Angleterre et l'Allemagne se taillent la meilleure part, la Russie connaissant une diffusion locale. Les gouvernements batave, prussien et russe contrôlent la production par une stricte censure, mais génèrent aussi, à cette époque du premier nationalisme, des particularismes locaux. Si l'anglophobie s'atténue partout jusqu'au Congrès de Vienne, aux Pays-Bas, l'intervention alliée est passée sous silence, à la différence de l'Allemagne et de la péninsule Ibérique, où les souverains étrangers et de leurs généraux, notamment Wellington, sont des figures récurrentes. *A contrario*, le peuple est généralement absent de la caricature alle-

mande, de crainte de « célébrer les révoltes paysannes et populaires, comme si leur potentiel contestataire menaçait la restauration des anciens régimes » (p. 250).

Les trois études montrent bien comment la légende de Sainte-Hélène a emporté les opinions publiques et imposé l'image héroïque de celui qui figura l'Ogre, réceptacle de névroses plus profondes que la conscience nationale. Pour autant, la « guerre de papier » entre la France et l'Angleterre – pourtant devenue Grande-Bretagne par l'acte d'union de 1707 – continua, se nourrissant de toutes les flambées de nationalisme possible, de la conquête coloniale à la guerre en Irak, en passant par le tournoi des cinq, puis six nations, seule véritable réalisation pratique de l'Entente cordiale...

Gérald Arboit

CÉRIME, Strasbourg 3

Gerald.Arboit@urs.u-strasbg.fr

Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent, 83, « Répression, contrôle et encadrement dans le monde colonial au XX^e siècle ».

Paris, Institut d'histoire du temps présent, 1^{er} sem. 2004, CNRS Éd., 206 p.

Ce numéro du bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) propose un large aperçu du travail du groupe de recherche « Répression, contrôle et encadrement dans le monde colonial au XX^e siècle » mis en place en octobre 2001, et faisant suite à celui que dirigeait Charles-Robert Ageron depuis 1981 sur l'histoire de la décolonisation, élargie aux conflits coloniaux et post-coloniaux. En une dizaine d'articles suivis de deux contributions sur les sources de l'histoire coloniale, les chercheurs français et étrangers – Algériens en particulier – se livrent à une étude détaillée des rapports entre colonisés et colonisateurs. Ceux-ci sont analysés selon trois angles : les Algériens « acteurs de leur histoire » ; l'État et ses agents qui « encadrent » et « répriment », la « métamorphose » du sujet colonisé en sujet immigré.

En premier lieu, Jean-Pierre Peyroulou interroge les témoignages recueillis et